

Unité départementale des Côtes d'Armor

Plérin, le 28 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTRIVERT – Groupe EUREDEN

ZA de la Garenne
Route de Saint Briec
22110 ROSTRENEN

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement de la société DISTRIVERT implanté ZA de la Garenne Route de Saint Briec 22110 à ROSTRENEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan de programmation pluriannuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTRIVERT (groupe EUREDEN)
- ZA de la Garenne Route de Saint Briec 22110 ROSTRENEN
- Code AIOT dans GUN : 0005504213
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site de Rostrenen est une plateforme logistique spécialisée dans le commerce de matériels, mobiliers et consommables de jardinage, bricolage et alimentation pour les animaux. Elle distribue ses produits au sein des magasins de la marque et compte aujourd'hui environ 90 employés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks,
- Mise à disposition des fiches de données de sécurité,
- Plan des réseaux,
- Confinement des eaux d'extinction,
- Détection automatique incendie,
- Moyens de lutte contre l'incendie,
- Installations électriques,
- Protection contre la foudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées
Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription
Fiches de données sécurité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription
Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - art. 15	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.6.1
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/04/1994, article 5°D
Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 12
Poteaux incendie et réserves d'eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 13
Débits d'eau pour l'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 13
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 22
Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe 2 - art. 15

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plateforme logistique a été reprise par la société DISTRIVERT en novembre 2018. Elle doit aujourd'hui réaliser un travail de mise à jour de l'état de ses stocks et également être en capacité de produire les fiches de données de sécurité des produits qu'elle stocke grace au logiciel de gestion approprié qu'elle a choisi.

Outre cette mise à jour, des travaux de mise en conformité doivent être réalisés sur les installations de protection contre la foudre pour se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement.

Sur ces sujets, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet des Côtes d'Armor qu'un arrêté de mise en demeure soit pris afin de régulariser la situation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Complétude et mise à jour de l'état des stocks
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un état de ses stocks de matières dangereuses réalisé quelques jours avant la visite (réseau hors service le jour de l'inspection).</p> <p>Il fait état de stockages relevant des rubriques 4510 et 4511 (produits dangereux pour l'environnement) en dessous des seuils autorisés par l'arrêté préfectoral du site. D'autres produits dangereux (engrais - rubrique 4702-4 et produits pétroliers - rubrique 4734) sont également présents, dans le respect des seuils fixés par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>L'inspection note cependant :</p> <ul style="list-style-type: none">- que les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement ICPE n'y figurent pas,- que l'ensemble des produits présents au sein de l'entrepôt ne figure pas dans l'état des stocks fourni. Un travail important de recensement des produits a été engagé depuis le mois de janvier 2022 afin de rendre exhaustif cet état des matières stockées. Il doit être finalisé pour répondre aux exigences actuelles de la réglementation. <p><u>Demande de l'inspection :</u></p> <p>Un état des stocks exhaustif de l'ensemble des matières stockées doit être mis en place, comprenant également, comme exigé par la réglementation, les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement ICPE.</p> <p>Un plan général des zones de stockage et des zones d'activités sera également joint à la réponse apportée.</p> <p>Une fois ce travail réalisé, la mise à jour (quotidienne pour les matières dangereuses, les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, et hebdomadaire pour les autres produits) sera mise en place.</p> <p>L'exploitant devra s'assurer par ailleurs que l'état des stocks est accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, perte d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter les installations.</p> <p>Compte-tenu du constat réalisé, l'inspection propose qu'un projet d'arrêté de mise en demeure soit proposé à M. Le Préfet des Côtes d'Armor sur ce sujet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Fiches de données sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux FDS
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Constats : Le travail de recensement des produits engagé concerne également les fiches de données de sécurité qui ont été progressivement collectées. Cependant, elles ne sont pas aujourd'hui disponibles sur le logiciel "REFLEX" destiné à gérer les stocks. <u>Demande de l'inspection :</u> La mise à disposition de l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits dangereux via le logiciel REFLEX doit être réalisée afin que celles-ci puissent être tenues en permanence à disposition, y compris de manière déportée en cas de sinistre. Au regard du constat effectué, un projet de mise en demeure demandant à ce que cette mise à disposition soit effective est également proposé sur ce sujet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à disposition du plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. [...] Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre.
Constats : Le plan mis à la disposition de l'inspection date de 2007 et est incomplet (manquent notamment l'approvisionnement en eau, la localisation des vannes, séparateur, moyens de lutte contre l'incendie, disconnecteur, réseau de collecte des eaux de toiture etc.). Il indique par ailleurs un volume de 3800 m3 pour le bassin de confinement, ce qui ne correspond pas au bassin aujourd'hui présent a priori. <u>Demande de l'inspection :</u> Les plans des réseaux et des égouts sera actualisé pour intégrer les installations telles qu'elles existent aujourd'hui. Ils comprendront l'implantation des sources d'alimentation, des réseaux (publics ou privés), des vannes de barrage et des moyens de lutte contre l'incendie
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/1994, article 5°D
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires, notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampons de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprise etc... pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel.
Constats : Le site dispose d'un bassin de confinement de 2500 m3 (volume indiqué dans le Plan d'Opération Interne), alimenté gravitairement, et de deux vannes manuelles qui permettent d'isoler le réseau du milieu naturel (l'une en aval du bassin et l'autre à proximité de l'entrée du site). Le jour de la visite, celle située en aval du bassin a été testée avec succès. Il n'a pu en revanche être testée la deuxième compte-tenu des difficultés d'accès (présence d'une goupille nécessitant de descendre dans le puits). <u>Demande de l'inspection :</u> Les deux vannes de barrage doivent être testées régulièrement. Ces tests feront l'objet d'enregistrements adaptés dans les documents de maintenance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité et maintenance
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. [...] L'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : La détection automatique incendie couvre les 3 cellules de stockage (10 000 m3 chacune) ainsi que des locaux techniques (tels que le local de charge, l'atelier de maintenance, le local transformateur ou le local TGBT) et les bureaux (vérification par sondages effectuée le jour de l'inspection). La détection est contrôlée semestriellement par la société FAUCHE qui en assure la maintenance. Les deux derniers rapports de contrôles (datant d'août 2021 puis de janvier 2022) ont été communiqués à l'inspection. Un test des alarmes (sirènes) est effectué lors de ces contrôles pour s'assurer de leur bon fonctionnement. Il n'a cependant pu être établi au cours de la visite d'inspection si le système de détection avait fait l'objet d'une attestation de conformité permettant de justifier de son dimensionnement (Certification APSAD ou conformité à toute autre norme adaptée). <u>Demande de l'inspection :</u> La société DISTRIVERT fournira à l'inspection tout document permettant de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ses dispositifs de détection automatique incendie. Un plan de localisation de l'ensemble des locaux couverts par cette détection sera joint à la réponse apportée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Poteaux incendie et réserves d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Prises et réserves d'eau
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.
Constats : Le site est équipé de 10 poteaux incendie répartis autour de l'entrepôt et alimentés par un bassin de 1800 m3 (également équipé de 4 raccords pompiers et d'une aire d'aspiration). Un surpresseur permet d'acheminer l'eau de la réserve vers le réseau des poteaux incendie. Une bâche souple de 480 m3 équipée de 4 raccords d'aspiration complète le dispositif au Nord-Est du site. <u>Demande de l'inspection :</u> L'inspection demande à la société DISTRIVERT de s'assurer que les prises de raccordement (bassin + bâche) sont conformes aux normes en vigueur et aux attentes des SDIS en la matière (hauteur, dimensionnement, pression etc.).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Débits d'eau pour l'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, justifications des débits
Prescription contrôlée : Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures. [...] L'exploitant joint la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.
Constats : Les dix poteaux (Diamètre nominal 100) ont été contrôlés par la société ASI un par un avec la réalisation d'un test de débit en septembre 2021. Les débits unitaires à 1 bar sont tous nettement supérieurs à 60 m3/h mais aucun contrôle en simultané n'a été réalisé. Ce contrôle a par ailleurs mis en évidence que des travaux de remise en état étaient requis pour certains (joints, capot, couleur). <u>Demande de l'inspection :</u> La société DITRIVERT transmettra à l'inspection un plan d'actions destiné à résorber les observations faites sur l'état des poteaux suite au contrôle réalisé par ASI en septembre 2021. Un essai des débits des poteaux doit par ailleurs être réalisé en simultané. Le justificatif de ce test sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques et maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : L'inspection a examiné par sondage certains rapports de contrôles disponibles concernant les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie. - les extincteurs : contrôle annuel par la société ASI daté du 17/09/2021. De nombreux commentaires (" <i>Introuvable</i> - <i>mauvais support</i> - <i>percuteur</i> - <i>hauteur non réglementaire</i> " etc.) apparaissent dans le compte-rendu établi par ce prestataire. - les RIA : dernier contrôle par la société ASI en mars 2021 identifiant la nécessité d'implanter 5 RIA dans le bâtiment "Terroirs" : l'inspection s'est assurée le jour de la visite que ces derniers avaient bien été installés. Un devis a par ailleurs été établi pour remettre l'installation en conformité avec la règle APSAD R5. Un registre (tableau de suivi) est bien présent sur le site pour tracer l'ensemble des contrôles effectués par les prestataires concernés. <u>Demande de l'inspection :</u> L'inspection demande à ce que les derniers rapports de contrôles effectués sur les exutoires de fumée (société ASI le 30/08/2021) et les portes coupe-feu (société BFI le 14/10/2021) lui soient transmis. Les suites données aux contrôles des extincteurs et des RIA (certification APSAD R5) seront détaillées et les justificatifs également communiqués à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - art. 15
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
Constats : Un contrôle annuel est réalisé par la société BUREAU VERITAS. Le dernier rapport établi date de novembre 2021. Il s'agit d'un contrôle de l'ensemble des installations qui a été précédé d'un contrôle thermographique en août 2021 (sans écart identifié). Le contrôle des installations électriques met en évidence 13 observations relevées (non identifiées lors du précédent contrôle). Le compte-rendu mentionne cependant que les installations ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie et d'explosion. Le vérificateur indique néanmoins dans son compte-rendu que certains documents nécessaires à la bonne réalisation de son contrôle ne lui ont pas été communiqués. <u>Demande de l'inspection :</u> L'inspection demande à la société DISTRIVERT de lui transmettre un plan d'actions destinés à résorber les observations relevées par le Bureau Veritas lors de son contrôle de novembre 2021. Les documents nécessaires au vérificateur (notamment désignation des locaux à risque d'incendie) devront par ailleurs lui être communiqués lors de son prochain contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - art. 15
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
Constats : Le Bureau Veritas a procédé au contrôle visuel des installations de protection contre la foudre en mai 2021. Le rapport établi suite à cette visite mentionne en particulier : <ul style="list-style-type: none">- qu'une analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée en juillet 2009 (art. 18 de l'AM du 04/10/2010),- qu'il n'a en revanche pas pu être présenté au vérificateur d'étude technique foudre (ETF) conforme à l'analyse du risque foudre (art. 19 de l'AM du 04/10/2010),- que la vérification visuelle a fait apparaître des défauts ou anomalies auxquelles il y a lieu de remédier (au nombre de deux),- que certains points n'ont pas pu être contrôlés lors de la visite, notamment : les paratonnerres n'ont pas pu être testés et les caractéristiques des prises de terre n'étaient pas renseignées. L'inspection indique par ailleurs qu'il n'a pas été réalisé de contrôle complet de l'installation en 2020 comme prévu réglementairement (art. 21 de l'AM du 04/10/2010). <u>Demande de l'inspection :</u> Au regard de ces constats, l'inspection propose à M. le Préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure la société DISTRIVERT pour que les travaux et études requises pour mettre en conformité les installations de protection contre la foudre du site soient réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription